

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 16 novembre 1970

La séance est ouverte à 2 heures.

AFFAIRES COURANTES

LA LOI CONCERNANT L'AUDITEUR GÉNÉRAL

MESURE RELATIVE À LA NOMINATION, AU TRAITEMENT ET AUX FONCTIONS

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (au nom du président du Conseil du Trésor) demande à présenter le bill C-190 concernant l'auditeur général du Canada.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LA LOI SUR LES PRÊTS DESTINÉS AUX AMÉLIORATIONS AGRICOLES, LA LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES ET LA LOI SUR LES PRÊTS AIDANT AUX OPÉRATIONS DE PÊCHE

MODIFICATION TENDANT À PROLONGER DE 3 ANS LA PÉRIODE DES PRÊTS

L'hon. H. A. Olson (au nom du ministre des Finances) demande à présenter le bill C-191, tendant à modifier la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la loi sur les prêts aux petites entreprises et la loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LA LOI CONCERNANT LES JEUNES DÉLINQUANTS

DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENFANTS ET AUX ADOLESCENTS

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général) demande à présenter le bill C-192, concernant les jeunes délinquants et tendant à abroger la loi sur les jeunes délinquants.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LA LOI SUR LA COMMISSION D'ÉNERGIE DU NORD CANADIEN

MODIFICATIONS PORTANT SUR LA COMPOSITION, LES CRÉDITS AUX FINS D'ENQUÊTES ET LES AVANCES POUR IMMOBILISATIONS

L'hon. H. A. Olson (au nom de ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien) demande à présenter le

bill C-193, tendant à modifier la loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LA LOI SUR LES PÊCHERIES

MODIFICATION RELATIVE AU DROIT HÉRÉDITAIRE DES INDIENS À LA PÊCHE DE RAVITAILLEMENT

M. Frank Howard (Skeena) demande à présenter le bill C-194, tendant à modifier la loi sur les pêcheries.

Des voix: Expliquez-vous.

M. Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, bien que le premier ministre, en septembre 1969, ait rejeté l'idée que les Indiens aient des droits héréditaires ou autochtones, le Parlement a reconnu unanimement un aspect de ces droits au cours de la dernière session lorsqu'il a modifié la loi sur les pêcheries et déclaré que le droit des Indiens à la récolte de plantes marines d'alimentation ne seraient pas violés.

Le présent bill cherche une autre déclaration du genre du Parlement et lui demande de reconnaître que les Indiens aient le droit de pêcher pour s'alimenter, étant donné qu'il s'agit d'un autre droit héréditaire.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

LA SUBVENTION À MM. DANIEL GASBARRINI, PETER SINICROPE ET GEORGE BUSCEMI

Question n° 13—M. Rowland:

1. Le gouvernement a-t-il accordé une subvention de développement régional en 1968 à MM. Daniel Gasbarrini, Peter Sinicrope et George Buscemi à l'égard de l'ouverture d'une usine de l'Atlas Reels Ltd., et, dans l'affirmative, quelle somme a-t-on fournie et pendant combien de temps?

2. A-t-on supprimé la subvention ultérieurement et, dans l'affirmative, pour quelles raisons?

M. Martin P. O'Connell (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): 1. Non, mais aux termes de la loi stimulant le développement de certaines régions, une somme de \$31,382.40 a été versée à la Société Atlas Reed Ltd. le 26 septembre 1969.

2. Oui, car l'établissement a été fermé et l'actif saisi par la Banque d'expansion industrielle.